

le 1er juin 1981

à tous les prolétaires,
à tous les révolutionnaires,
à nos camarades,

Combattants communistes emprisonnés par le gouvernement giscardien, nous sommes aujourd'hui les prisonniers du gouvernement mitterrandiste.

La passation des pouvoirs s'est bien effectuée : dans la rose euphorie de l'«état de grâce», les clefs de nos cellules ont été transmises par les mercenaires du giscardisme aux mercenaires de la social-démocratie. Réjouissons-nous, nous avons des matons de gauche ! Et en nous maintenant en prison, le gouvernement socialiste assure la continuation des règlements de compte giscardiens.

Il n'y a à cela rien d'étonnant puisque telle est la seule fonction des élections, qui sont la façon dont les différents clans politiques de la bourgeoisie se partagent le pouvoir d'Etat en décidant rituellement «quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds les intérêts du peuple au Parlement» (K. Marx). Le 10 mai, l'Etat impérialiste a ainsi changé quelques membres de son personnel en pensant gérer par là plus efficacement les tâches imposées par le développement impérialiste à travers sa crise de restructuration.

Quelques miettes seront accordées aux couches du prolétariat dont un minimum de consensus et de passivité est nécessaire à assurer la paix sociale garantissant le bon fonctionnement de l'exploitation capitaliste ; il est évident qu'un tel effort n'est pas nécessaire pour les couches prolétaires qui sont de toute façon en rupture sociale, comme c'est le cas des prolétaires détenus et des autres prolétaires extra-légaux.

Nous sommes donc, après comme avant les élections, 42 000 prisonniers. Comme révolutionnaires emprisonnés, nous refusons les divisions instituées par la bourgeoisie entre les détenus, nous refusons la différenciation des régimes carcéraux en

termes de «dangerosité» par le système des QHS et autres modes de détention spéciale, nous refusons les distinctions entre «prisonniers politiques» et «prisonniers de droit commun». Car toutes les atteintes à la propriété privée, dont la défense est l'unique fonction des lois, sont des actes politiques en soi, quel que puisse être le degré de conscience qu'en ont leurs auteurs en fonction de l'aliénation idéologique qu'ils subissent.

Qui est effectivement prisonnier politique à part entière ?

«Tout prolétaire prisonnier qui comprend politiquement sa situation et qui organise la solidarité, la lutte des prisonniers, est un prisonnier politique, quel que soit le motif qui l'a conduit à prison.» (Fraction Armée Rouge).

Cela signifie qu'un militant révolutionnaire arrêté pour son action politique et poursuivant en prison sa pratique militante est un prisonnier politique, mais que l'est également un prolétaire rebelle emprisonné pour des actions (toujours légitimes !) d'expropriation du capital et luttant en révolutionnaires dans les prisons.

C'est ainsi que se définit le cadre social et politique dans lequel les révolutionnaires doivent agir, dans et hors des prisons, pour impulser le processus de conscientisation, de radicalisation, d'organisation, il verra se constituer l'avant-garde organisée des prolétaires détenus, dont l'engagement politico-militaire trouvera sa place naturelle sur les fronts les plus avancés de la guerre de classe.

Les révolutionnaires ne doivent donc pas soutenir les prolétaires prisonniers en les prenant en charge comme des bébés-phoques, en s'exprimant à leur place, en prenant des initiatives de lutte sans leur participation directe. Il faut, au contraire, favoriser les luttes dans les prisons, harceler et encercler les prisons par une pression constante en menant en direction et autour de celles-ci une intense pratique d'agitation et d'expression révolutionnaire, en faisant participer activement les combattants emprisonnés au processus

politique extérieur, en organisant des campagnes prolongées de propagande/agitation en étroite coordination entre les révolutionnaires détenus et les structures révolutionnaires extérieures.

Il s'agit donc de ne faire ni du syndicalisme ni de l'humanisme. Il s'agit d'être subversifs, et l'objectif pour tous les révolutionnaires – de l'intérieur comme de l'extérieur – est la déstabilisation du système carcéral : que chaque prison soit un creuset rouge, source permanente d'insécurité pour la bourgeoisie.

Le moteur de ce combat est la lutte des classes – prolétaires, détenus contre Etat bourgeois qui enferme – et le soufflé humain animant ce combat est la solidarité :

« La solidarité exclut la contrainte et elle ne se liquide pas comme un petit crédit. Elle est l'expression pratique de la conscience de chaque individu, conscience que libération individuelle et libération collective ne sont pas contradictoires, comme le prétend l'apologie pitoyable de la satisfaction des besoins individuels, mais que, au contraire, elles sont en relation dialectique – comme la libération ici n'est pas à séparer du combat de libération des peuples du tiers monde. » (Fraction Armée Rouge).

La solidarité et le combat contre l'appareil carcéral se placent parmi les affrontements d'avant-garde de la lutte des classes dans la nouvelle situation politico-gouvernementale : le 10 mai, un grand pas a été franchi sur le chemin de l'unification impérialiste européenne. Aujourd'hui, le mode de gestion politique le plus adéquat à l'actuelle phase du développement de l'Etat impérialiste des multinationales, la social-démocratie, est en voie d'achever son hégémonie sur l'ensemble de l'Europe de l'Ouest. Comme en RFA, comme en Italie, comme en Espagne, nous sommes aujourd'hui devant un Etat sans opposition politique révolutionnaire légale. Les forces réformistes et révisionnistes qui voulaient donner l'illusion d'être une opposition sont aujourd'hui intégrées dans

l'appareil d'Etat. Les diverses sectes gauchistes (ML, trotskistes et autres ringards) font allégeance à leurs maîtres. Tant mieux, du balai ! Que les bouffons obtiennent leurs strapontins au festin des exploités ! Et que s'ouvre ainsi, enfin débarrassé de ses parasites trompeurs, le large champ de la lutte pour la révolution. Il nous faut aujourd'hui largement nous déployer sur le terrain des confrontations les plus avancées de la lutte des classes. Il nous est aujourd'hui possible et nécessaire d'être dans ce pays l'opposition révolutionnaire ; l'opposition politique, idéologique, militaire, qui mènera la lutte des classes à la guerre des classes par la construction progressive et déterminée du pouvoir prolétaire dans l'ensemble de ses composantes : pouvoir rouge.

« Le système du pouvoir rouge est précisément la manifestation organisée, autonome, articulée et offensive de cette « unité du multiple » et ne suppose pas de réduction unilatérale de l'une ou l'autre de ses composantes essentielles, qui sont : le parti communiste combattant en formation, les organismes révolutionnaires de masse, les mouvements de masse révolutionnaires.

Entre autres, il ne supporte pas de séparation entre le « politique » et le « militaire », en aucune de ses formes d'existence, et ceci parce que la forme et le contenu, dans la guerre de classe prolétaire de longue durée pour le communisme, coïncident. » (Brigades Rouges).

Nous devons donc construire une nouvelle politique révolutionnaire. Cela ne consiste pas en s'enfermer dans la défense des libertés formelles, comme s'il y avait à poursuivre une révolution démocratique bourgeoise depuis longtemps terminée. Ce qui est aujourd'hui à l'ordre du jour, c'est la révolution prolétaire, c'est l'assaut vers le communisme.

Face à la dictature bourgeoise et à ses lois, nous opposerons notre légitimité prolétaire !

Face au capitalisme qui nous exploite, nous affirmerons l'organisation autonome des prolétaires, nous imposerons par l'action directe le contre-pouvoir prolétaire!

Face au développement du bloc européen impérialiste articulé à l'impérialisme américain, ennemi principal des peuples du monde, nous harçèlerons les instruments du pouvoir impérialiste, nous porterons le feu des révolutions au coeur de l'Alliance Atlantique et de l'OTAN, instrument des visées agressives de l'impérialisme des multinationales qui prépare la guerre mondiale en organisant l'Europe en terrain de confrontation nucléaire.

Face à l'écoeuvant consensus de la collaboration de classes, sous l'égide de la social-démocratie, autour du répugnant

chiffon tricolore, drapeau des Versaillais et autres fusilleurs des peuples, nous lèverons les couleurs de la Commune et de tous les combattants de la liberté, nous dirons le rouge et le noir de nos espoirs conquérants, de nos passions libératrices, de nos colères, de nos haines absolues de la domination et de notre amour infini de la vie!

Révolutionnaires, dans les rues, dans les usines et les prisons, pour la libération des prolétaires, pour l'abolition du salariat et de tous les esclavages, pour la destruction des Etats et des classes, jusqu'à ce qu'il ne reste plus de par le monde un seul mur de prison, soyons debout, libres et forts, toujours rebelles, au combat!

Construisons l'opposition révolutionnaire dans ce pays!

**Solidarité combattante
avec les peuples et les révolutionnaires du monde entier!**

**Unité de la lutte armée anti-impérialiste
et pour le communisme en Europe!**

**Unité et solidarité internationaliste
avec toutes les organisations communistes combattantes!**

**Organisation des avant-gardes révolutionnaires combattantes
dans les métropoles impérialistes et leurs prisons!**

**Nous disons communiste une société sans prison,
vive le communisme!**

Libération de tous les prolétaires prisonniers!!!

Frédéric Oriach
200/809 1/113
42 rue de la Santé
75013 Paris
France

Jean-Paul Gérard
698 795
QHS de la prison de Fresnes
av. Général Leclerc
94261 Fresnes
France